IBM PQR 4

CIDAC
Centro de Documentação

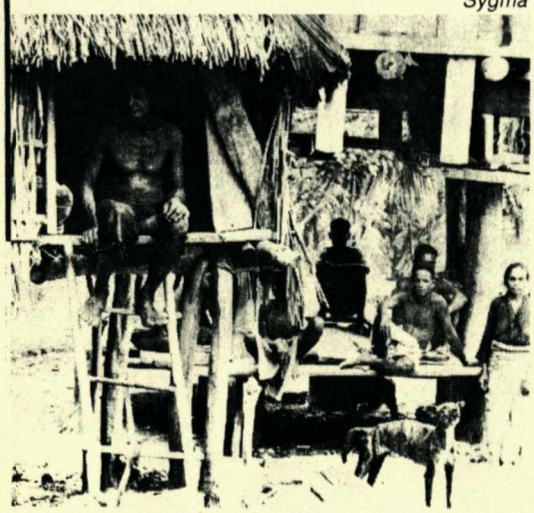
TL 4471

L'ACTUALITE RELIGIEUSE DANS LE MONDE

En tant que Polonais, Jean-Paul II connaît bien la situation. Il porte à la Lituanie un grand intérêt.

Informations Catholiques Internationales
no 577 - Août 1982

Sygma



Des villageois oubliés du monde.

explique qu'aujourd'hui une partie de l'ancien diocèse de Vilna fait partie de la Pologne. Et le catholicisme fait en Lituanie partie intégrante de la culture nationale comme dans la Pologne voisine: s'affirmer catholique dans ce pays c'est bien sûr refuser l'idéologie athée officielle, mais c'est aussi proclamer son appartenance à une nation lituanienne différente de la nation russe. A l'inverse combattre l'Eglise catholique c'est *aussi* lutter contre les tendances autonomistes d'une population qui refuse de s'intégrer au monde russe...

Il est évident que, Jean-Paul II connaît bien cette situation et qu'en tant que Polonais il porte à la Lituanie un intérêt tout particulier. On se rappelle qu'après son élection à la papauté il avait fait porter sa barette de cardinal à la cathédrale de Vilna.

Depuis l'intégration de la Lituanie à l'U.R.S.S., la communauté catholique — qui compte encore 2 millions et demi de fidèles a subi une persécution très dure. Malgré cela 90% des nouveaux-nés sont baptisés et 95% des enterrements se font à l'église. Il y a encore 700 prêtres en activité et 80 étudiants au séminaire de Kaunas.

Ces derniers temps pourtant une légère détente a paru se manifester: Moscou a, par exemple, accepté que le cardinal hongrois Lekai, invité par le patriarche Pimène à Zagorsk s'arrête en Lituanie, et célèbre deux messes solennelles à Vilna et à Kaunas qui ont rassemblé chacune 25 000 fidèles ce qui constituait un événement tout à fait exceptionnel en U.R.S.S.

Les récentes nominations épiscopales paraissent s'inscrire dans la même atmosphère. Quatre des diocèses lituaniens sur six, en tout cas, ont maintenant un administrateur nommé par Rome et reconnu par le gouvernement. Dans le 5e diocèse, celui de Vilna (pour la partie lituanienne) l'évêque, Mgr Stepanovicius (dont on dit que Jean-Paul II l'a nommé cardinal in petto) est toujours en résidence surveillée. Mais il a pu s'entretenir avec le cardinal Lekai en 1979 et depuis cette date un nouveau vicaire capitulaire, l'abbé Gutanskas, a été nommé avec son accord à Vilna. Un seul diocèse demeure privé d'évêque, celui de Telsiai, dont l'administrateur mort en 1975 n'a pas été remplacé (le diocèse de Vilkaviskis étant confié à Mgr Povilonis qui est aussi administrateur de Kaunas).

E.M. ■

TIMOR

Un génocide culturel

Parmi d'autres « guerres oubliées », celle du Timor oriental. Il s'agit de la moitié Est d'une île de 34 000 km², dans l'archipel indonésien. Au moment de la décolonisation portugaise (en 1974) un parti: le FRETILIN (Front révolutionnaire pour l'indépendance de Timor) revendiquait l'indépendance alors que d'autres mouvements souhaitaient soit le maintien d'un lien avec le Portugal, soit l'intégration à l'Indonésie. Bravant la condamnation de l'O.N.U., mais soutenu par les U.S.A., qui craignaient que l'île basculât dans le camp communiste, Djakarta décide en 1976 l'annexion du Timor que le FRETILIN (mieux implanté que les partis rivaux) avait déclaré indépendant le 28 novembre 1975. Depuis, c'est la guerre. Des chrétiens portugais ont écrit au pape pour l'alerter sur la tragédie de ce peuple *« où la guerre et la faim ont déjà tué environ 200 000 hommes, femmes et enfants soit presque un tiers de la population »*.

Pendant trois ans (1976-1979) le monde ignora pratiquement ce qui se passait au Timor-Oriental. Personne, pas même la Croix Rouge internationale, n'avait l'autorisation des Indonésiens

pour y pénétrer. Même le propre représentant de Kurt Waldheim, chargé de l'enquête décidée par le Conseil de Sécurité, ne fut pas autorisé à visiter les zones contrôlées par le FRETILIN.

On sait que l'Indonésie rencontra une résistance qu'elle n'attendait pas et le géant avec ses 140 millions d'habitants et une puissante armée n'a pas réussi à soumettre les 700 000 Timorais qui ne disposaient que des quelques armes laissées par les Portugais.

Après l'invasion initiale accompagnée de crimes barbares et d'exécutions en masse, la majorité du peuple timorais se réfugia dans les montagnes sous la protection du FRETILIN. Un missionnaire portugais (P. Leoneto do Rego) qui a passé presque trois ans avec le FRETILIN, avant de demander aux Indonésiens son rapatriement pour raison de santé, dit que durant les deux premières années la situation était supportable parce que, malgré les 30 000 soldats indonésiens et les offensives successives (fin 1979, novembre 1976, mai 1977), la population résistait avec succès.

Au début de 1977, le ministre des Affaires étrangères indonésien, Adam Malik, déclarait cyniquement: *« Nous avons déjà tué 60 ou 80 000 Timorais, mais nous en avons libéré 600 000. »*

En novembre 1977, les Indonésiens commencent à détruire systématiquement toutes les cultures dans les régions montagneuses pour obliger la population à descendre dans les zones occupées.

La faim devient le principal ennemi des Timorais.

A partir de 1978, la situation empire dramatiquement. Le peuple est regroupé dans des camps contrôlés par les Indonésiens.

Pour Elisabeth Traube, une anthropologue de Harvard, qui a vécu plus de deux ans au Timor-Oriental, ces camps *« représentent une rupture avec les modèles adaptés aux moyens traditionnels de subsistance »*.

Dans un texte publié en 1981 par A. Cohen et Roberta Quance, des U.S.A., on peut lire:

« Il est admis par le Département d'Etat qu'il existe déjà 150 de ces camps contrôlés. La plus grande partie des sources d'information indique qu'il y a au moins 300 000 personnes qui y résident ».

La guerre continue

En septembre 1978, un groupe de journalistes et diplomates soigneusement choisis visitent le Timor-Oriental sur invitation du gouvernement indonésien. Bien qu'il s'agisse d'une « visite guidée », l'ambassadeur du Canada déclare aux reporters que les personnes qu'il avait vues dans le village de Remexio *« se trouvaient dans une situation déplorable. Dans de nombreux cas, elles sont en train de mourir de faim, désespérément malades, elles relèvent d'une aide immédiate sur le plan de l'alimentation, des vêtements et de l'assistance médicale élémentaire »*.

Les diplomates lancent alors un cri d'alarme: plus de 100 000 personnes se trouvent dans un état d'inanition complète.

Selon le témoignage des religieux locaux qui ont participé au travail d'assistance aux populations, dans un seul district (il y en a 14), 500 personnes meurent de faim tous les mois.

Ceux qui résistent à main armée contre les Indonésiens disparaissent *« fusillés, jetés hors des hélicoptères avec des pierres attachées aux pieds (...) »*. *« Les Indonésiens violent les femmes devant leur mari et ensuite mari et femme sont abbatus »*. Les tortures sont innombrables allant du fer rouge aux chaises électriques, brûlures de cigarettes, coupures avec des lames. *« Les brûlures sont faites sur toutes les parties du corps, surtout sur les organes sexuels. Pour les femmes aussi sur les seins. Aujourd'hui, beaucoup ont des cicatrices des tortures. »*

Dans une lettre datée de janvier 1981 et envoyée clandestinement, un témoin dont nous taisons le nom pour raisons de sécurité, décrit la situation de la manière suivante:

« La guerre continue, féroce, bien que sans les bombardements

Gamma

Manifestation de soutien au FRETILIN, en 1975.

Après avoir détruit les zones de culture, les Indonésiens regroupent la population dans des camps.

IBM PQR 4

L'ACTUALITE RELIGIEUSE DANS LE MONDE

Sygma

Le président Suharto et son épouse.

aériens, à cause de la présence de la Croix Rouge internationale. A partir du 10-6-80 les prisons sont pleines; Atauro est devenue une colonie pénale pour les prisonniers politiques. Des dizaines de personnes disparaissent mystérieusement; la terreur et l'insécurité sont revenues au milieu de la population; diverses agglomérations sont de nouveau détruites et brûlées et leurs habitants déportés vers les camps de concentration ou vers Atauro.

« Le peuple meurt mais ne se rend pas à l'envahisseur. Il y a cinq ans qu'il affirme sa volonté d'être lui aussi un peuple libre. Depuis le 1er janvier 1981, tous les fonctionnaires qui n'acceptent pas la nationalité indonésienne sont sans emploi, soit public, soit privé. Ces personnes qui ne veulent pas se soumettre à la tyrannie de l'Indonésie préfèrent mourir de faim puisque l'Indonésie ne les laisse pas sortir de Timor. Le reste de la population est obligé par la force des circonstances d'accepter la nationalisation. »

En 1981, les Indonésiens lancent l'opération « pacification » à laquelle 50 000 Timorais sont obligés de participer désarmés servant de boucliers vivants devant les militaires indonésiens.

Le refus de l'aide humanitaire

L'Indonésie refusa les offres internationales d'aide humanitaire. Ce n'est qu'en 1979 que furent autorisés les programmes d'aide de l'American Catholic Relief Service (ACRS) et de la Croix Rouge internationale. Le directeur de programme de l'ACRS affirma que le degré de malnutrition des victimes de la faim au Timor était pire que tout ce qu'il avait vu en 14 ans d'expérience.

Il ne faut pas oublier que ce sont les militaires indonésiens qui décident quelle aide, quand et comment, la communauté internationale doit fournir au Timor. Ce qui signifie par exemple qu'aucune aide, de quelque type que ce soit, ne peut parvenir aux zones que l'Indonésie ne contrôle pas.

Le P. Leoneto do Rego a déclaré devant le Tribunal permanent des peuples réuni en juin 1981 en session sur Timor Oriental :

« Entre le peuple de Timor Oriental et le peuple de l'Indonésie il y a des divergences sensibles culturelles, morales et religieuses. Le peuple de Timor-Oriental a toujours conservé, malgré quatre siècles de domination coloniale, une langue — le tetum — comme langue commune et véhicule de communication entre les peuples des diverses régions de Timor, qui en plus de tetum conservent leurs dialectes d'origine.

L'Indonésie impose sa langue

Le gouvernement indonésien, pour consolider l'occupation de Timor-Oriental, prétend remplacer le tetum par la langue indonésienne. »

Le peuple de Timor-Oriental, en plus de la langue, a sa culture et ses traditions particulières. Quant à la religion, elle est de tradition animiste et c'est pour cela que la religion chrétienne fut bien accueillie. Elle venait accomplir le culte animiste, principalement en ce qui concerne le culte des morts.

La violation des tombeaux pour voler certains objets de valeur qui, selon la coutume, accompagnent le cadavre dans sa sépulture, fut parmi les actions des occupants indonésiens, ceux qui choquèrent le plus la sensibilité du peuple timorais.

L'Indonésie impose sa langue, ses coutumes et ses traditions; oblige les professeurs timorais à se recycler à Djakarta; ferme les écoles, viole systématiquement les valeurs culturelles du peuple de Timor-Oriental.

Le nivellement de la classe intellectuelle fait partie du programme de l'envahisseur. Pratiquement, toutes les personnes instruites ont déjà été éliminées ou sont en voie de l'être. Le niveau des écoles après cinq ans d'occupation ne dépasse pas le SMP (niveau primaire) ! L'ouverture du SMA (lycée) n'est pas autorisée pour des raisons inconnues, mais tout le monde sait que la raison est de ne pas créer d'élite au Timor — ceux

qui veulent continuer leurs études doivent le faire hors de leur pays s'ils peuvent payer les frais.

Plus récemment, le rapport clandestin de juillet 1981 révèle:

« Dans le poste de Uatolari (Viqueque) ont été exterminés les garçons qui avaient une instruction du niveau de la 2e année de l'école primaire (...) quelquefois, les exécutions ont lieu devant la famille qui n'a pas le droit de pleurer ou de porter le deuil. »

Bruno Pistochi, ex-missionnaire au Timor-Oriental, sent profondément cette réalité et l'exprime à partir de ce qu'il a vécu:

« J'ai lu que à Kelicai, un des centres Makassae auxquels je me sens lié, où j'ai écris la grammaire et où j'ai découvert les plus belles poésies makassae, il y a eu 50 morts en 15 jours. La destruction d'un peuple de plus de 70 000 habitants sera rapide, celle de sa culture et aussi d'une civilisation. C'est un morceau d'humanité qui disparaît définitivement. Nous connaissons tout sur Athènes, son histoire nous a été transmise, le Parthénon nous la raconte, mais de Kelicai, de Beguia, de Baucau, Uatolari, Ossu, nous ne pourrons plus rien savoir. De la philosophie, de la foi, de l'âme de tout un peuple, il ne restera aucune trace; elles étaient contenues dans la danse, la poésie, le chant oral, le « rata Lolo » (histoire contée par les anciens) témoins de toute la richesse d'un peuple. Le Timorais n'a jamais pensé à créer un hospice pour les vieux, une maison de repos: l'ancien est l'encyclopédie de la communauté, l'éducateur des jeunes, le livre d'histoire et de géographie, il est, en somme, la continuité avec le passé et l'avancée vers le futur. »

Le rôle de l'Eglise

Dans sa soif de destruction, l'armée indonésienne n'a pas épargné l'Eglise, et elle n'a pas d'ailleurs cherché à lui cacher les crimes qu'elle commettait: après les massacres en série commis le 8 décembre 1975 au matin *« les corps échouèrent en face de la maison de l'évêque »*, selon un témoin. Et le prêtre qui écrit en novembre 1977, rappelle:

« Oecussi fait partie du diocèse de Atambua. Notre résidence, l'évêché de Medeiros, a été détruite par le feu des envahisseurs, le séminaire de Dare a été détruit, et aussi les collèges de Maliana et Soibada. Timor n'a pas été intégré, il a été annexé. Il n'a pas été libéré du communisme » (comme l'a prétendu l'Indonésie).

Beaucoup de prêtres ont continué leur travail, en particulier, dans la montagne, auprès des plus éprouvés.

Le P. Leoneto do Rego raconte: *« Nous étions six prêtres dans les zones du FRETILIN, parmi eux deux originaires de Timor (...) Nous avons toujours joui d'une entière liberté pour notre action pastorale. »*

L'Administrateur Apostolique de Dili, Mgr Costa Lopes, déclara de son côté à la radio WDR (Allemagne Fédérale) en 1980:

« La guerre continue. Il y a toujours des combats, par exemple à Lospalos. Le FRETILIN refuse toute collaboration avec les Indonésiens (...) Les hommes du FRETILIN ont une formation catholique. Ils sont passés par nos séminaires, ils luttent pour l'indépendance. Je ne vois rien d'erroné en cela. »

L'action des prêtres est sujette au contrôle des envahisseurs, mais malgré ces limitations, l'Eglise est l'unique organisation timoraise autorisée et les rares nouvelles qui nous arrivent de ce territoire martyrisé nous parviennent au travers des institutions ecclésiastiques. L'excès même de certains témoignages montre bien l'importance que les timorais donnent à l'Eglise catholique dans ce processus:

« Seul le clergé a travaillé, travaille et travaillera pour le peuple de Timor-Oriental. (...) Il y a des prêtres qui affrontent les armes meurtrières des assassins indonésiens avec courage, suppliant aux pieds de ces bourreaux pour sauver des vies. »

Plus encore que les paroles, il y a des faits qui démontrent cette importance. Le P. Patrick Walsh, australien, affirme:

D.R.

D.R.

En haut :
habitants du diocèse de Dili en costume traditionnel.
En bas :
une église de village, dans le style local.

L'ACTUALITE RELIGIEUSE DANS LE MONDE

Une campagne d'islamisation pour faire échec à l'augmentation spontanée du nombre de conversions au christanisme.

« Le nombre des catholiques au Timor-Oriental a augmenté subitement de 30% de la population (avant 1975) à près de 50%. Quelle que soit la profondeur de la foi de ces nouveaux convertis venus des croyances religieuses traditionnelles de Timor, leur alignement sur l'Eglise catholique locale est une preuve supplémentaire de leurs aspirations, sans parler bien sûr, de leur recherche de sécurité et de protection ».

La campagne de conversion à l'Islam, décidée par les pouvoirs indonésiens, a une signification spéciale devant cette attitude de l'Eglise. Plusieurs témoignages rendent compte de l'ampleur de cette entreprise d'islamisation.

Dans la lettre déjà citée, écrite par un prêtre en novembre 1977, on peut lire :

« Liberté est un mot sans aucun sens. La libération qu'ils (les Indonésiens) *proclamaient signifie esclavage. Timor est revenu aux années de 1945-50. L'anticommunisme est un slogan islamique (...) ».*

Plus récemment (juillet 1981) cette campagne est confirmée par un rapport clandestin. Il y est firmé que *« (...) les musulm emploient tous les moyens p supprimer la religion catholiqu* L'auteur de ce document cra que l'Eglise ne vienne à dis raître ou que les Indonésiens parviennent de fait à islamiser territoire étant donné qu'ils e ploient les tactiques les plus verses pour y parvenir. On lit p exemple dans le rapport que envahisseurs vont jusqu'à *« p mettre beaucoup d'argent à c qui se convertissent à l'islam »*, promettent aussi *« des aliments des vêtements ».*

Lentement, le monde et Eglises ont pris conscience de qui se passe au Timor-Orient Aujourd'hui, quelques vo commencent à se faire entend elles réclament justice pour peuple de Timor-Oriental oppri pendant 400 ans par le coloni lisme portugais et décimé maint nant par le régime indonésien.

Dans cette action de dénonci tion et d'information, les chrétie ont un rôle important et irremp çable à tenir.

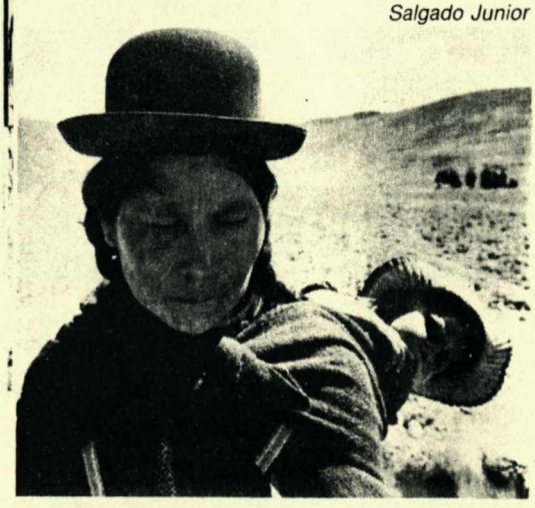
(Correspondance particulière)

PEROU

Après la mort d'un évêque

Qui défendra les Indiens de l'Altiplano ?

Salgado Junior



Il est cinq heures du matin La nuit enveloppe encore la côte désertique. Un bus, comme tant d'autres, fonce sur la seule route goudronnée du pays, entre Lima et Arequipa. Et c'est le choc. Un camion non éclairé, en quelques secondes, écrase les tôles et les hommes. Parmi eux, il y a Louis Dalle, évêque d'Ayaviri, au Pérou depuis trente-cinq ans.

Ayaviri est une petite ville en plein cœur du monde indien. Imaginez un immense plateau à 4 000 mètres d'altitude, entouré de tous côtés par des montagnes pouvant aller jusqu'à 6 000 mètres. Les arbres sont rares et même à pe près inexistants. Par contre l chapeaux melons fleurissent s les têtes des femmes habillées couleurs vives ; elles portent le éternel nouveau-né sur le dos da un espèce de châle noué autour cou. L'alcool fait des ravages, et n'est pas rare de voir les homm marcher d'une manière incertai avec cet air d'être dans un mon de rêve, où tout est sans dou plus coloré et plus simple.

En voie de sous-développeme

Le Pérou, avec ses 17 millio